Communiqué intersyndical

Réunion avec le ministère de l'action et des comptes publics
La réunion de la honte

Le 13 novembre dernier, le Premier ministre a reçu les organisations syndicales de la Fonction Publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FAFP.

Lors de cette réunion, toutes les organisations syndicales avaient fait connaître leurs revendications notamment en matière salariale.

Dans un courrier du 25 novembre, elles ont renouvelé leurs revendications.

Le Premier ministre s'était engagé à communiquer le 16 novembre par écrit l'ensemble du détail des mesures qu'il envisageait tout en proposant l'ouverture de cinq chantiers.

Une réunion préparatoire a été organisée avec le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Aucun document écrit, ni préalable ni sur table, n'a été fourni. Les mesures évoquées en début de réunion différaient de celles présentées le 13 novembre.

Dans un tel contexte, l'ensemble des organisations syndicales a demandé, tant sur la question salariale, que sur les autres chantiers, une communication écrite de l'ensemble des propositions envisagées.

A l'évidence, le ministère n'avait aucun mandat de Matignon pour communiquer un écrit ni avancer sur quelque dossier que ce soit.

Les organisations syndicales ont signifié leur colère et ont unanimement quitté la séance.

Elles confirment leur appel à la journée d'action du 1er décembre et à participer sur tout le territoire aux rassemblements, aux initiatives et aux grèves partout où c'est possible.

Paris, le 27 novembre 2026.